

CHANGEMENT CLIMATIQUE

LA MONTAGNE, LABORATOIRE DE L'ADAPTATION

La montagne est aux avant-postes du changement climatique, imposant à ses acteurs de définir de nouvelles coopérations pour inventer et structurer des solutions d'adaptation.

Séverine
BRESSAUD

co-fondatrice d'eurêka 21 et pilote de l'étude "Changement climatique en montagne"

Christophe
LÉGER

président du Suaci Montagn'Alpes

Floriane
DI FRANCO

coordinatrice du Suaci Montagn'Alpes

Séverine Bressaud, co-fondatrice d'eurêka 21 et pilote de l'étude "Changement climatique en montagne", **Floriane Di Franco et Christophe Léger**, coordinatrice et président du Suaci Montagn'Alpes, partagent leurs analyses et retours d'expériences.

En quoi la montagne est-elle une sentinelle du climat ?

Séverine Bressaud : Parce que les montagnes sont touchées deux fois plus vite et deux fois plus fortement par le changement climatique. Avec des impacts directs sur l'environnement (baisse de l'enneigement, et donc de la ressource en eau, hausse des températures, glissements de terrain, multiplication et intensification des catastrophes naturelles...), ainsi que sur toutes les activités économiques (tourisme et agriculture en tête). Ce qui impose une approche systémique et territoriale d'adaptation. Sans oublier que ce que les montagnes vivent aujourd'hui, les autres territoires le connaîtront également. En cela, elles sont des laboratoires où il est possible d'expérimenter des solutions.

Floriane Di Franco : En montagne, en effet, tous les phénomènes sont amplifiés et s'interconnectent. Si l'on parle des pratiques agropastorales, le changement climatique a des effets sur quatre dimensions structurantes : la partie végétale qui permet de nourrir les troupeaux en période hivernale, l'herbe que les bêtes consomment dans les zones naturelles en été, la ressource en eau (avec des problèmes sur la quantité et la qualité) et, bien sûr, le bien-être et la santé des animaux. Le changement climatique rend plus vulnérables les systèmes agropastoraux et met en tension l'autonomie alimentaire des troupeaux qui devient un enjeu clé.

Christophe Léger : Aujourd'hui, la règle est qu'il n'y a plus de règle. Et tout s'est accéléré en 15-20 ans. Un exemple : au début des années 90, la date moyenne de sortie

du troupeau sur mon exploitation était le 7 avril et on pâturait toute la saison jusqu'à novembre. Elle est actuellement autour du 10 mars et, les quatre dernières années, nous avons dû donner du foin entre mi-juillet et mi-août. La question de l'adaptation est donc au cœur de notre activité et dans toutes ses dimensions : taille des cheptels, équipements pour stocker davantage le fourrage des bonnes années, évolution des pratiques... Par exemple, les producteurs de Beaufort sont en train de réfléchir à une révision de leur cahier des charges qui ne leur permet pas de donner du fourrage l'été. On le voit, il nous faut trouver des réponses collectives.

Comment appréhendez-vous cette nécessité d'adaptation ?

Floriane Di Franco : Il en ressort un fort besoin de partage de connaissances et d'expériences. C'était l'un des enjeux du projet ClimPasto (voir encadré) qui se proposait

CHANGEMENT CLIMATIQUE EN MONTAGNE : UNE ÉTUDE COMPARATIVE EUROPÉENNE

Dans le cadre du Réseau national agricultures et ruralités (RNAR), l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) a lancé une étude inédite pour comparer les politiques d'adaptation climatique dans les massifs montagneux de six pays – Autriche, Espagne, France, Italie, Roumanie et Slovaquie – afin d'identifier les bonnes pratiques et les leviers de coopérations territoriales.

de mutualiser des approches et méthodologies sur le pastoralisme face au changement climatique. Et ce, dans une dimension plus globale de mise en réseau de tous les partenaires agricoles, pastoraux, les instituts techniques et scientifiques, les acteurs publics, etc.

Christophe Léger : Un fait est certain : il nous faut réfléchir différemment que par le passé. Sans miser sur une augmentation des productions, car nous avons atteint une forme de palier et la montagne comporte des limites naturelles qu'on ne peut dépasser, ni sur une voie de décroissance généralisée. Nous devons innover, expérimenter et investir en nous interrogeant sur la manière dont il faut structurer l'économie de demain. Et il ne s'agit pas d'un sujet qui ne concerne que la production agricole. Les approches doivent être transversales. Elles touchent aussi le bien-être animal, les modes d'organisations du travail, la préservation de la biodiversité et toutes les interactions avec les autres activités... La montagne devient, en effet, de plus en plus multi-usage.

Séverine Bressaud : C'est une tendance forte observée depuis plusieurs années. Alors que le tourisme se concentrait essentiellement l'hiver, il se développe désormais sur deux ou quatre saisons. Cela permet, certes, de sécuriser les revenus (et donc les emplois associés) sur l'année, mais un risque accru de conflit d'usage apparaît, notamment avec les pratiques agricoles et pastorales, mais aussi sur la répartition



POUR ALLER PLUS LOIN

Retrouvez l'étude « [Changement climatique en montagne: relever le défi de l'adaptation dans la gestion de l'eau et du tourisme. Regards croisés sur les pratiques et les politiques en Europe](#) », menée par eurêka 21 en partenariat avec Euromontana et ADT Consult.



de la ressource en eau. Ce qui nécessitera inévitablement des arbitrages entre activités et entre territoires (de montagne/de plaine).

Quels sont selon vous les leviers pour accélérer l'adaptation ?

Floriane Di Franco : C'est bien avant que la pénurie n'arrive que le dialogue et la mise en réseau (à l'échelle d'un territoire, d'une collectivité, d'une filière...) s'avèrent nécessaires pour structurer les connaissances et avoir un état des lieux précis des ressources en eau et en herbe, et ainsi faire fonctionner la solidarité territoriale.

Séverine Bressaud : Un autre levier serait d'aborder cette adaptation dans toutes les politiques publiques afin d'articuler aspects économiques et durables, sans les opposer. Dans ce cadre, le financement de l'ingénierie et l'animation des différentes parties prenantes d'un territoire autour des enjeux de l'adaptation au changement climatique est crucial. C'est ce que visent, par exemple, les dispositifs Avenir montagnes ingénierie en France ou Klar! en Autriche (pour en savoir plus, voir l'étude [Changement climatique en montagne](#)). Un autre levier serait d'articuler les échelles territoriales, régionales, nationales, mais aussi européennes. Il s'agit, en effet, d'enjeux qui concernent tous les massifs d'Europe. La coopération via des programmes européens devrait donc être davantage promue.

Christophe Léger : L'action est à entendre à un niveau territorial, mais un chapeau commun national et européen est effectivement nécessaire si nous voulons intensifier les investissements. Finalement, je dirais qu'il y a une culture du collectif à repenser. D'autant plus que la montagne est un territoire du collectif par excellence. La coopération entre acteurs fait partie de sa tradition. Et l'enjeu est important tant pour la pérennité de nos activités que pour la transmission aux nouvelles générations d'agriculteurs.



CLIMPASTO : MUTUALISER LES MÉTHODOLOGIES ET BONNES PRATIQUES D'ADAPTATION

Conduit en 2021 et 2022, le projet ClimPasto a réuni des partenaires de quatre massifs français (Pyrénées, Massif central, Alpes, Jura), autour de la question du changement climatique et des pratiques pastorales. Trois axes ont été travaillés :

- la mise en place d'observatoires et d'indicateurs,
- la création d'une "Pastothèque" pour rassembler les connaissances sur les différents milieux pastoraux et leurs vulnérabilités,
- le partage d'expériences et d'innovations.

Un dispositif piloté le Suaci Montagn'Alpes dans le cadre du RNAR.



POUR ALLER PLUS LOIN

En savoir plus sur [ClimPasto](#) :

